



SOMMAIRE

RECAP-AGRI.....	2
La balance commerciale alimentaire au terme de l'année 2018.....	2
Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Novembre 2018 (comparaison de 2018 par rapport à 2017).....	3
Les investissements approuvés par DGFIOP de la catégorie A (<200000 DT).....	4
Mercuriale de Bir El kassa (Décembre 2018).....	5
Situation hydrique observée le 08/01/2019.....	6
INFO-AGRI.....	8
Alerte: Apparition de la rouille couronnée sur l'avoine.....	8
Selon une étude, l'agriculture biologique (en monoculture) de certaines plantes serait plus néfaste pour le climat que l'agriculture conventionnelle.....	8
En décembre, les prix mondiaux des denrées alimentaires restent stables.....	9
Environnement: la surpêche précipite les océans vers un désastre écologique.....	10



RECAP-AGRI

La balance commerciale alimentaire au terme de l'année 2018

La balance commerciale alimentaire au cours de l'année 2018 a connu deux phases. Une première phase où elle a été excédentaire durant les sept premiers mois de l'année ; et une deuxième phase couvrant le reste de l'année où la balance a été déficitaire.

Le déficit au terme de l'année a atteint 501,0 MD soit 853,6 MD de moins par rapport au solde de l'année précédente où il avait été de (-1354,6 MD) et un taux de couverture de 90,7% contre 70,9% en 2017.

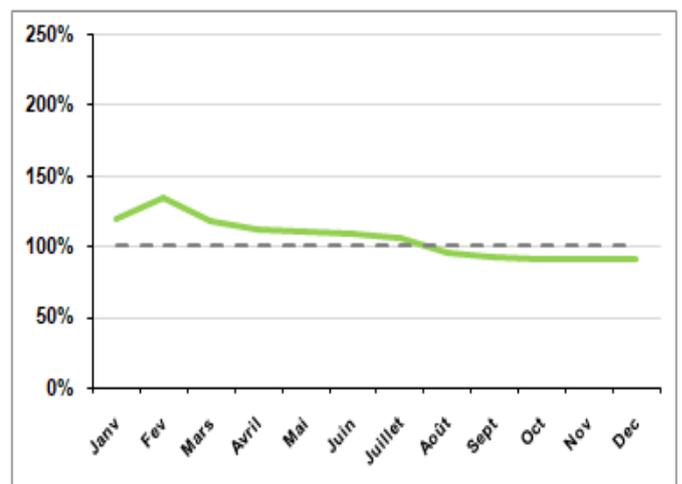
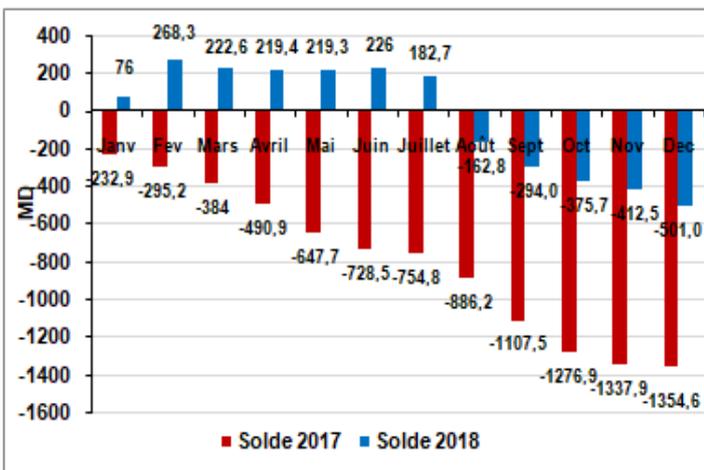
La valeur des exportations a augmenté de 48,7% en rai-

son d'une hausse des prix à l'export des dattes et des agrumes et de la dépréciation du dinar, celle des importations a augmenté de 15,7% suite à une hausse importante des importations des viandes, de l'orge et du lait aussi bien en quantité qu'en valeur.

Le déficit de la balance commerciale alimentaire cette année a contribué pour près de 2,6% au déficit global de la balance commerciale du pays qui a atteint 19049,0 MD contre 15592,1 MD à fin décembre 2017 soit 22,2% de plus.

Evolution du solde de la balance commerciale alimentaire au terme des années 2017 et 2018.

Taux de couverture de la balance commerciale alimentaire au terme du mois de décembre 2018



Source : Calculs de l'ONAGRI d'après l'INS.

Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Novembre 2018 (Comparaison de 2018 par rapport à 2017)

La production de la pêche et de l'aquaculture à fin Novembre 2018 a été de **114,5 mille tonnes** contre 122,1 mille tonnes réalisées à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 6,2%. La baisse de la production a concerné principalement la pêche du poisson bleu (-8%). La production aquacole réalisée à fin Novembre 2018 a été de **15,6 mille tonnes** contre 19,7 mille tonnes réalisées en 2017, soit une baisse de 20,8%.

A fin Novembre 2018 **les quantités exportées** des produits de la pêche et de l'aquaculture ont atteint **23,8 mille tonnes** pour une valeur de **474,1 MD** contre 18,1 mille tonnes et une valeur de 368,9 MD au terme du mois de Novembre 2017, soit une hausse de 31,5% en termes de quantité et de 28,5% en termes de valeurs. L'augmentation des quantités exportées est due à la hausse importante du volume des exportations des crabes qui a atteint 3072 tonnes à fin Novembre 2018 contre 644,4 tonnes à la même période de l'année précédente et du volume des exportations de l'aquaculture (exportation de la dorade) qui a atteint 3652,4 tonnes à fin Novembre 2018 contre 1412,8 tonnes à fin Novembre 2017.

Les importations ont atteint **41,6 mille tonnes** pour une valeur de **234,8 MD** contre 25,7 mille tonnes et une valeur de 141,5 MD au terme du mois de Novembre 2017, soit une hausse de 61,9% en termes de quantité et une hausse de 65,9% en termes de valeurs. Cette augmentation est due essentiellement à la hausse remarquable des importations du thon congelé en termes de quantité (87,4%) et en termes de valeur (109,7%).

Le solde des échanges extérieurs des produits de la pêche a été positif avec (+239,3 MD) à fin Novembre 2018 contre (+227,4 MD) enregistrés à la même période de l'année précédente, soit 5,2 % de plus.

NB : Les chiffres de l'année 2018 sont préliminaires.

Source : Calculs de l'ONAGRI d'après les chiffres de la Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture.



Figure 1. Evolution du volume de la production, de l'exportation et de l'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture.



Figure 2. Evolution de la valeur des exportations et des importations des produits de la pêche et de l'aquaculture.



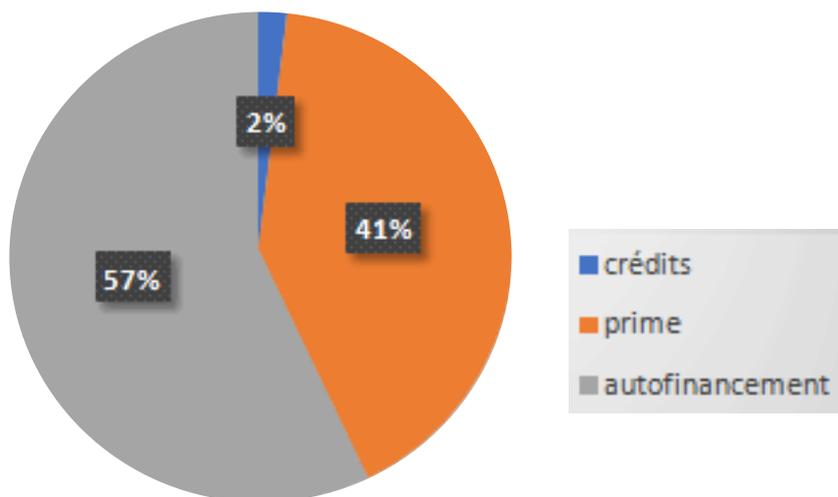
Figure 3. Evolution du solde des échanges extérieurs des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Les investissements approuvés par DGFIOP de la catégorie A (<200000 DT)

Pour l'année 2018, le volume des investissements approuvés par la DGFIOP de la catégorie A (<200000 DT) pour bénéficier des financements FOSDA (fonds spéciaux de développement agricole) a atteint 95,3 MDT jusqu'à la date du 19 décembre 2018.

Les primes représentent 41% du montant des investissements.

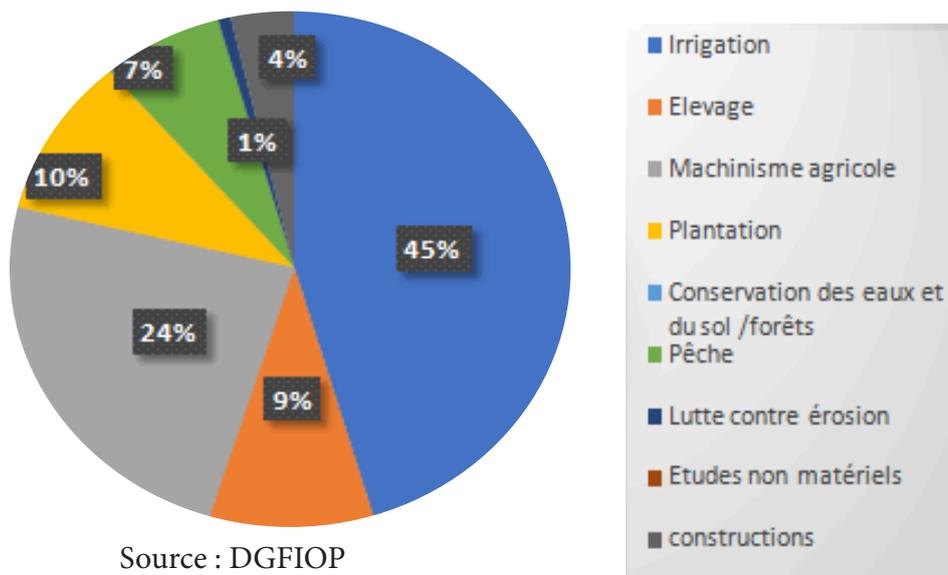
Figure 1 : Schéma de financement des investissements agricoles approuvés



Source : DGFIOP

Les équipements d'irrigation (45%) suivis par le machinisme agricole (24%) sont les principales composantes des investissements.

Figure 2 : Répartition des investissements agricoles approuvés par type de composante



Source : DGFIOP

Le nombre des bénéficiaires des financements FOSDA (fonds spéciaux de développement agricole) est 12113 avec 92% hommes et 8% femmes, le montant d'investissement est de 7868 DT / bénéficiaire en moyenne.

Source : DGFIOP

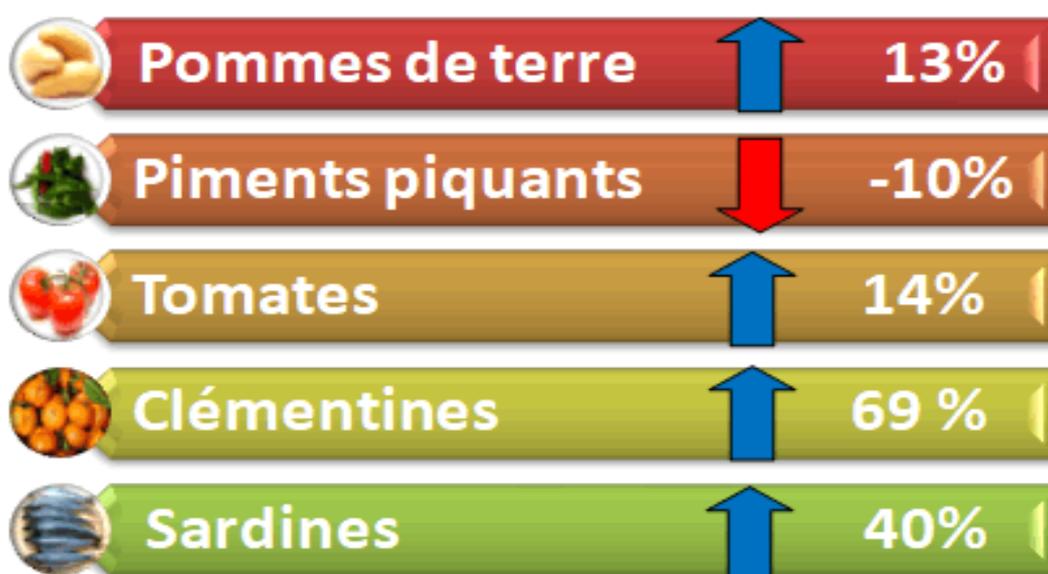
*Elaboré par Mme Wided Zidi
Observatoire National de l'Agriculture*

Mercuriale de Bir El kassa (Décembre 2018)

Evolution de l'offre globale Décembre 2018/Décembre 2017

- Augmentation de l'offre globale des légumes (+31,2%)
 - Augmentation de l'offre globale des fruits (+60%)
 - Augmentation de l'offre globale des produits de la mer (+16%)
- Baisse des prix des tomates, des clémentines et des pommes de terre; augmentation des prix des piments piquants.

Evolution de l'offre des principaux produits



Evolution des prix des principaux produits



Source : ONAGRI d'après la SOTUMAG

Elaboré par Mme Noura FERJANI
Observatoire National de l'Agriculture

Situation hydrique observée le 08/01/2019

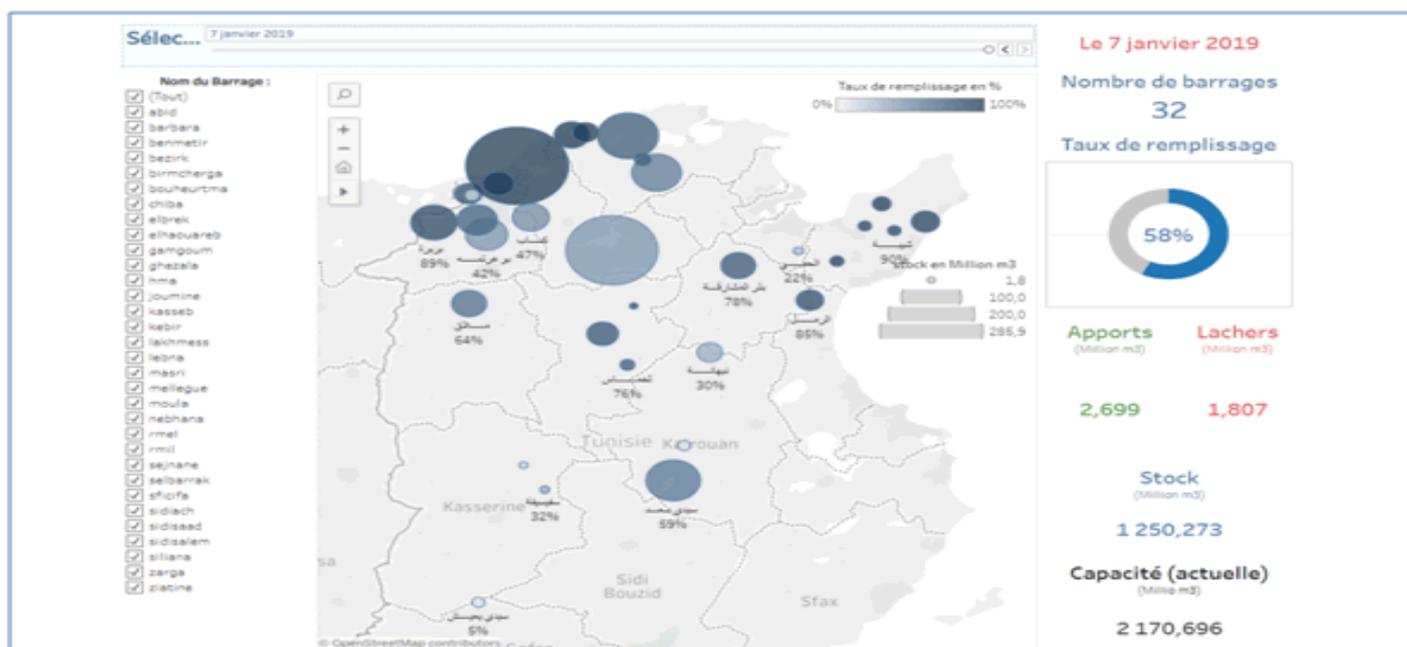
Situation des barrages (période du 01/09/18 au 07/01/19)

A la date du 07/01/2019, les apports cumulés aux barrages ont atteint 848,4 Mm³. Ils ont dépassé la moyenne de la période (557 Mm³) et les apports enregistrés à la même période de l'année précédente (214,2 Mm³) suite aux importantes précipitations qui ont été enregistrées au démarrage de la présente campagne agricole. Ces apports sont répartis pour une part de 75% au Nord ; 15,9 % au Centre et 9,1% au Cap Bon. Par conséquent les réserves en eau dans tous les barrages ont atteint 1250,3 Mm³ contre 626,6 Mm³ enregistrés à la même date de 2018 et une moyenne enregistrée au cours des trois

dernières années de 794,2 Mm³, soit un surplus de 456 Mm³. Ceci correspond à une augmentation de 46,6% par rapport à la situation du 31 Août 2018. Les volumes stockés sont ainsi répartis : 83,1% dans les barrages du Nord, 13% dans les barrages du Centre et 3,8% dans les barrages du Cap Bon. Pour l'ensemble des barrages le taux de remplissage a atteint 58%. La figure ci-dessous illustre la situation des barrages à la date du 07/01/2019. Les lecteurs peuvent accéder à toutes les informations qui concernent les barrages via la plateforme Open Data de l'ONAGRI à travers le lien suivant : www.agridata.tn

Situation des barrages (période du 01/09/18 au 07/01/19)						
	Volume stocké dans les barrages (Mm ³)			Apports de la période		
	2018	2019	Variation (%)	2019 (Mm ³)	2019/moy (%)	2019/2018 (%)
Nord	547,5	1039,5	89,9%	636,3	138,8%	321,5%
Centre	58,2	162,7	179,6%	135	174,9%	1227,3%
Cap Bon	20,9	48,0	129,7%	77,1	360,5%	1455,5%
Total	626,6	1250,2	99,5%	848,4	152,3%	396,1%

Source : DG/BGTH.



Extrait de la plateforme de l'ONAGRI "OpenData" (www.agridata.tn).

La pluviométrie : Situation au 08/01/2019

Durant la période 01/09/18-07/01/19, la pluviométrie enregistrée a été significativement élevée dans les régions du Nord et du Centre. Par rapport à la même période de la campagne écoulée, la situation pluviométrique a été caractérisée par un niveau plus élevé dans

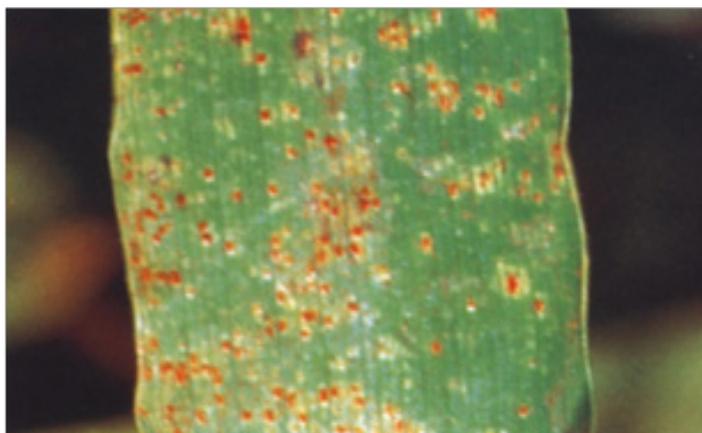
toutes les régions excepté la région du Sud Est (Tableau 1). Ceci est dû aux importantes précipitations qui ont été enregistrées durant les mois de septembre et d'octobre et le début du mois de novembre et qui ont touché à des intensités différentes la quasi-totalité du pays.

Tableau1. Pluviométrie jusqu'au 07/01/2019

Région	Pluviométrie jusqu'au 07/01/2019 (mm)	% par rapport à la moyenne de la période 01/09/18-07/01/19	% par rapport à la même période 2017/2018
Nord Ouest	288,2	126%	133%
Nord Est	332,3	133%	146%
Centre Ouest	141,7	116%	134%
Centre Est	150,1	103%	152%
Sud Ouest	25,7	56%	166%
Sud Est	81,1	123%	97%
Tout le pays	124,1	115%	128%

Elaboré par : Noura Ferjani
Observatoire National de l'Agriculture

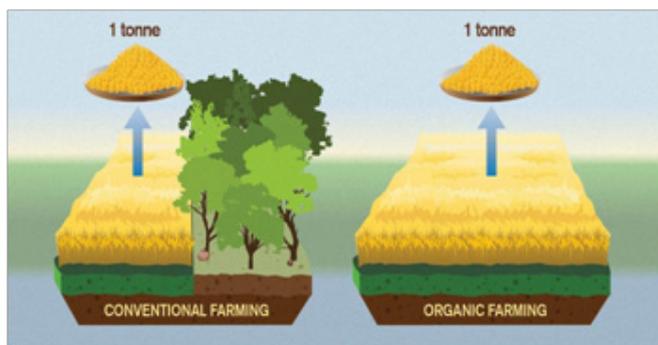
Alerte: Apparition de la rouille couronnée sur l'avoine



L'Institut National des Grandes Cultures (INGC) annonce l'apparition de la rouille couronnée sur l'avoine dans les régions de grand Tunis, Bizerte, et Zaghouan. En raison de sa gravité, l'INGC incite les agriculteurs à surveiller leurs champs pour une intervention précoce et à traiter en utilisant l'un des pesticides homologués contre la rouille couronnée.

Source : *flehetna.com*.

Selon une étude, l'agriculture biologique (en monoculture) de certaines plantes serait plus néfaste pour le climat que l'agriculture conventionnelle



Alors que les critiques se font généralement contre l'agriculture conventionnelle, des chercheurs ont démontré que l'agriculture biologique (en monoculture) peut avoir des effets plus dévastateurs sur le climat.

Depuis plusieurs années, l'application de l'agriculture biologique, qui consiste à l'optimisation de la croissance des cultures en utilisant des méthodes naturelles, est en hausse à cause des nombreuses révélations des possibles dangers de la consommation d'aliments issus de l'agriculture

conventionnelle, qui correspond à l'emploi d'OGM et de produits synthétiques et chimiques comme les pesticides, les hormones, ou encore les engrais.

Les effets inquiétants de ces derniers sur l'environnement sont connus, mais il semblerait qu'ils ne soient pas toujours plus nocifs que ceux de l'agriculture biologique en monoculture.

Une équipe de chercheurs internationale a effectué une étude sur des cultures bio de blé et de petits pois en Suède, dans une seule région. Ce dernier critère étant important à préciser, car il est encore trop tôt pour généraliser géographiquement les résultats obtenus.

Les scientifiques ont démontré que la culture bio de certaines plantes serait plus néfaste pour le climat, car l'absence aux engrais demanderait davantage de surface pour permettre aux plantes de pousser, causant donc une déforestation plus importante que l'agriculture conventionnelle. Moins de carbone est donc capturé dans l'air, augmentant la quantité piégée dans le sol.

Les chercheurs ont mis au point une méthode permettant d'évaluer l'empreinte carbone de l'utilisation de certains types de terres, par comparaison du taux d'émission de CO₂ et de la quantité de nourriture produite.

Ils ont constaté que le ratio pour les aliments bio était bien supérieur que pour l'agriculture conventionnelle. Selon le groupe, peu d'études avaient montré à quel point le stockage du carbone par les plantes et le sol affecte l'impact de l'agriculture biologique sur l'environnement. Il semblerait que l'effet pour la viande et le lait biologique soit similaire, car ces animaux sont nourris avec des aliments bio, qui demandent donc plus de surface pour cultiver. Mais ceci reste une hypothèse, leur étude ne s'étant pas portée sur la nourriture animale. Mais les scientifiques ne désapprouvent pas la pratique de l'agriculture biologique, et ne renient pas les nom-

breux aspects positifs qu'elle apporte, comme le développement vers une culture plus durable en utilisant peu d'énergie, ainsi que le bien-être des animaux. Ils conseillent simplement d'être plus prudent.

De plus, certains types d'aliments bios sont moins conséquents pour le climat, comme par exemple les haricots ou le poulet bio, comparés au bœuf provenant d'une agriculture conventionnelle par exemple.

De plus amples recherches sont donc nécessaires pour déterminer quels types d'aliments seraient plus néfastes pour l'environnement lors d'une agriculture biologique.

Source : *trustmyscience.com*.

En décembre, les prix mondiaux des denrées alimentaires restent stables

Les prix mondiaux des produits alimentaires sont restés globalement stables en décembre, tandis que la hausse des prix mondiaux des céréales a permis de compenser la baisse des cotations pour le sucre et les produits laitiers, a annoncé l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires affichait une moyenne de 161,7 points en décembre et a donc augmenté par rapport aux 161,6 points enregistrés le mois précédent.

L'Indice, qui sert d'indicateur pour les évolutions mensuelles des prix mondiaux pour plusieurs produits alimentaires, affichait une moyenne de 168,4 points pour toute l'année 2018, soit 3,5 points de moins qu'en 2017 et presque 27 pour cent de moins que le niveau atteint en 2011.

Alors que les prix mondiaux des principales céréales ont augmenté l'année dernière, ceux des autres denrées faisant l'objet d'un suivi ont baissé, avec la plus forte baisse ayant été enregistrée pour le sucre.

L'Indice FAO des prix des céréales a augmenté d'1,8 pour cent de novembre à décembre et de 9,6 pour cent depuis décembre 2017. Les prix du blé et de maïs ont également connu une hausse au cours du mois, en raison des mauvaises conditions climatiques dans l'hémisphère Sud, tandis que les prix du riz ont baissé pour le sixième mois consécutif. Les prévisions les plus récentes de la FAO font état d'une baisse de la production mondiale de blé et de maïs en 2018, tandis que celle du riz devrait établir un nouveau record. Les fournisseurs mondiaux des principales céréales sont plus que suffisants et les stocks sont toujours abondants.

L'Indice FAO des prix de l'huile végétale a augmenté de 0,4 pour cent en décembre, mettant un terme à dix

mois consécutifs de déclin, grâce notamment à un rebond des prix de l'huile de palme. Les prix mondiaux de l'huile de soja ont continué leur tendance vers la baisse en raison des stocks conséquents aux Etats-Unis et de la faiblesse de la demande en provenance de l'Union européenne. En 2018, le sous-indice était 15 pour cent inférieur à celui de l'année précédente avec la plus forte baisse enregistrée par les prix de l'huile de palme.

L'Indice FAO des prix de la viande a connu une hausse de 0,8 pour cent durant le mois grâce à des prix plus élevés pour la viande porcine, stimulés par une forte demande mondiale en importations, en particulier de la part du Brésil. D'un point de vue annuel, l'Indice a baissé de 2,2 pour cent.

L'Indice FAO des prix des produits laitiers a chuté de 3,3 pour cent depuis novembre, marquant ainsi son sixième mois de baisse consécutive. Une situation qui s'explique par la baisse des cotations des prix pour le beurre, le fromage et le lait entier en poudre. L'Indice a chuté de 4,6 pour cent depuis 2017 face à la baisse des prix de l'ensemble des produits laitiers pendant la seconde moitié de l'année.

L'Indice FAO des prix du sucre a baissé d'1,9 pour cent au cours du mois, en partie due à des prévisions faisant état d'une croissance plus rapide de la production de sucre en Inde et à la chute des prix mondiaux du pétrole brut qui a eu pour effet de faire diminuer la demande en canne en sucre utilisée pour fabriquer de l'éthanol, tout en augmentant les stocks destinés à la production de sucre, notamment au Brésil, le plus grand producteur au monde. Dans l'ensemble en 2018, l'Indice a chuté de près de 22 pour cent depuis 2017.

Source : FAO.

Environnement: la surpêche précipite les océans vers un désastre écologique

Comment nourrir en 2050, plus de 10 milliards de personnes en ayant une gestion durable et pérenne de nos océans face à la surexploitation actuelle de nos ressources halieutiques ? Un défi qui concerne la pêche industrielle qui exploite, avec une extraordinaire efficacité (+18% de prélèvement d'ici à 2030), 55% des surfaces marines du globe, soit plus de quatre fois les superficies occupées par l'agriculture sur terre. Mais aussi d'autres formes de pêche et d'aquaculture qui risquent très vite de ne plus être en capacité de pouvoir répondre aux besoins mondiaux par extinction des espèces. Une situation préoccupante pour la sécurité alimentaire et pour les écosystèmes marins pour lesquels les dégâts seront colossaux. Telle est l'équation posée par le rapport 2018 de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur «la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture». Après avoir rappelé les objectifs du développement durable (ODD) des Nations unies, et notamment de l'ODD 14 (Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable), la FAO insiste à propos de la surpêche « (qu'elle) n'a pas que des conséquences écologiques négatives, elle réduit aussi la production sur le long terme, ce qui a des conséquences économiques et sociales négatives ». D'après le rapport 2018 de la FAO, « en 2016, la production totale du secteur (pêche et aquaculture) a atteint un niveau record de 171 millions de tonnes – 88% de la production était destinée à la consommation humaine - ce niveau de production exceptionnel s'est traduit par un niveau de consommation de 20,3 kg par habitant », rajoutant à propos de la production que 33,1% des stocks de poissons exploités le sont au-delà de la limite de durabilité biologique, soit trois fois plus qu'en 1974. Chaque jour, d'innombrables tonnes de poissons sont prélevées dans la mer à un rythme malheureusement très supérieur à celui de la reconstitution naturelle des stocks. L'effondrement croissant des stocks de poissons au niveau mondial concerne en particulier les pays dont la population dépend de la pêche pour se nourrir et créer des revenus. Pour le World Wild Fund (WWF) (Fond mondial pour la nature) sur les 49 pays considérés comme « dépendants de la pêche », 46 sont des pays en voie de développement. De plus 60% du poisson commercialisé

est dans le monde et en grande partie dans les pays du Nord (l'Union européenne est le premier importateur de poisson au monde), provient des pays en développement.

Au-delà de certaines pratiques, comme la pêche au chalut, jugées non durable car non sélectives, c'est une pression considérable qu'exercent l'ensemble des pêcheries industrielles mondiales sur les ressources marines. Aujourd'hui, la pêche industrielle exploite plus de la moitié de la superficie des océans. Plus les stocks de poissons diminuent, plus les techniques de pêche deviennent extrêmes. L'une de ses pratiques dévastatrices pour les écosystèmes marins qui contribue fortement à la surpêche, c'est le chalutage de fond. Une méthode industrielle basée sur l'utilisation d'énormes filets lestés de lourds poids et équipés de roues métalliques, qui raclent les fonds marins, ramassant (et cassant) tout sur leur passage, des poissons jusqu'aux coraux centenaires. Autre pratique extrêmement destructrice et très répandue dans les pêcheries, ce sont les rejets (bycatch) qui représenterait d'après le WWF 40% du total des prises marines. Ces prises qui ne correspondent pas à l'espèce recherchée sont considérées comme des déchets et sont rejetés à la mer, morts ou blessés. On estime que plusieurs millions de tonnes de poissons, oiseaux, tortues et autres, seraient ainsi victimes des actions de pêche sélectives. Enfin il y a ce qu'on appelle la pêche fantôme, qui a pris de l'importance avec l'arrivée notamment de nouvelles matières par exemple synthétique plus résistantes. La pêche fantôme, c'est la capture de poissons par des objets abandonnés (morceau de filets, cordages...) ou jetés accidentellement en mer et qui deviennent des pièges mortels pour de nombreuses espèces. A l'ensemble des menaces pesant sur la mer déjà évoquées, on pourrait rajouter de multiples autres facteurs qui se surajoutent, avec en priorité la question du réchauffement climatique, dont les impacts considérables sur les masses océaniques provoque de multiples destructions d'espèces (coraux) et de modifications des écosystèmes marins. Autre facteur non négligeable, et on le voit par exemple avec le plastique ou les produits chimiques, ce sont les pollutions des océans. On pourrait rajouter les activités minières offshore.

Source: FAO



Observatoire National de l'Agriculture



30 Rue Alain Savary, 1002 Tunis
Site Web: <http://www.onagri.tn>
Téléphone (+216) 71 801 055/478
Télécopie : (+216) 71 785 127
E-mail : onagri@iresa.agrinet.tn